

INDUSTRIE ÉLECTRIQUE, ÉLECTRONIQUE ET NUMÉRIQUE

Huit partenariats sont en cours de négociation

Huit nouveaux partenariats sont en cours de négociation entre les entreprises publiques de la filière électrique, électronique, électrochimique et du numérique et des sociétés étrangères, principalement européennes.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Ces partenariats concernent les activités d'affinage de plomb et la fabrication de batteries, la fabrication de transformateurs de grande puissance et le montage de groupes électrogènes de moyenne puissance. Mais aussi la production de fibre optique, la maintenance d'ascenseurs, la signalisation ferroviaire et routière et la fourniture d'équipements et solutions technologiques. Venant en complément aux cinq partenariats déjà opérationnels notamment dans le domaine de la câblerie et de la

fibre optique, ces partenariats permettront l'augmentation des capacités actuelles de 25 à 40%, voire davantage. Comme ils permettront une meilleure internationalisation des entreprises algériennes. Et c'est ce que le ministre de l'Industrie, de la Pme et de la Promotion de l'investissement, Chérif Rahmani, qui a assisté hier à l'hôtel El Aurassi à la présentation du plan de développement 2013-2015 de cette filière industrielle, n'a pas manqué justement de noter. Ainsi, le ministre de l'Industrie a appelé la dizaine d'entreprises



Photo : DR

publiques qui relèvent de la Société de gestion des participations de l'Etat (SGP –

Cabelec) à bien se positionner, booster le made in Algeria de qualité et conforme aux normes, l'intégration industrielle, le développement du tissu de sous-traitance locale et le développement de la substitution aux importations. Ce qui guide justement cette filière industrielle, engagée dans un ambitieux programme de développement comme l'a explicité la présidente du directoire de la SGP – Cabelec, Mme Aziza Boukaoula. Lancé à l'horizon 2015 pour un montant d'investissement de 12 milliards de dinars et visant l'amélioration des résultats financiers (de l'ordre de 8 à 10% par an) ainsi que la création de 1700

emplois et la formation de 2100 cadres et agents jeunes, ce programme qui prévoit essentiellement la modernisation de la filière et la réalisation de 11 nouvelles unités industrielles, devrait permettre la relance de ce secteur industriel, après une période de régression avérée. Comme il devrait permettre à ces entreprises dont le chiffre d'affaires avoisine les 23 milliards de dinars, de consolider davantage leurs parts de marchés, et de contrecarrer le recours aux importations d'équipements. Notons en effet que 30% des batteries et 60% des transformateurs consommés en Algérie sont importés.

Chérif Bennaceur

ACCRÉDITATION

L'office ALGERAC reconnu fin 2013

L'office algérien d'accréditation ALGERAC devrait obtenir une reconnaissance internationale dès la fin de l'année 2013. C'est ce que le directeur général de l'ALGERAC, Noureddine Boudissa, a laissé entendre hier en marge de la célébration à l'hôtel El Aurassi de la Journée mondiale de l'accréditation. Un aval international à même de conforter le rôle de cet office, actif depuis 2009, dans l'évaluation de la compétence des organismes d'évaluation de la conformité (laboratoires d'essais, d'étalonnage, organismes d'inspection et de contrôle, ainsi que les organismes de certification de systèmes, personnes

et produits). A ce propos, le DG d'ALGERAC a indiqué que cet office a déjà accrédité une quinzaine d'organismes (dans le domaine pharmaceutique et des travaux publics notamment) et prévoit l'accréditation d'une autre quinzaine, voire davantage d'ici la fin de l'année. Et ce, dans le contexte où quelques 2000 laboratoires sont « accréditables », dira-t-il. Toutefois et soucieux d'une pratique davantage professionnalisée, Noureddine Boudissa n'a pas manqué de relever la nécessité de revoir le dispositif réglementaire relatif aux activités réglementées.

C. B

CINQUANTIÈME ANNIVERSAIRE DE LA CAAR

«Une entreprise durable, aux standards internationaux»

Cinquante ans d'existence de la CAAR (Compagnie algérienne d'assurance et de réassurance) ont permis de mettre en place une entreprise durable aux standards internationaux. Selon son Pdg, l'amélioration constante de tous les indicateurs techniques et financiers de l'entreprise en témoigne.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) – «Cinquante ans d'existence de la CAAR ne participent pas de quelque création symbolique ou de quelque effet idéologique mais bien d'une entreprise durable qui allait survivre aux hommes et aux conjonctures», a souligné Brahim Djamel Kassali, président directeur général de la CAAR, hier à Alger, à l'occasion du 50^e anniversaire de sa création. Une existence dans le «labeur et la sérénité» qui vaut à l'entreprise, selon lui, la qualification de doyenne des compagnies d'assurances. «Aujourd'hui, la CAAR compte dans le Gotha des compagnies qui dominent le marché assurantiel en Algérie», dit-il. Le Pdg de la CAAR fait ainsi constater les «nettes» améliorations et les bonds «considérables» enregistrés par son entreprise depuis sa création en 1963. «En 1964, le chiffre d'affaires de la compagnie était de quelques millions de dinars. Aujourd'hui, il dépasse les 14 milliards de dinars avec un portefeuille-client de qualité et diversifié», précise-t-il. Un chiffre d'affaires qui se consolide avec l'ajout de la production de la filiale CAARAMA pour les assurances de personnes pour atteindre 16 milliards de dinars, à la fin 2012. Idem pour les fonds propres de la Compagnie qui ont fortement évolué pour atteindre 17,4 milliards de dinars en 2013.

Kassali est revenu sur quelques dates clés de la CAAR citant ainsi la mise en place de l'assurance frontière en 1969, le transfert en 1976 du portefeuille des risques de masse et d'une partie du réseau et des effectifs de la CAAR vers la SAA dans le cadre de la spécialisation sectorielle, la réorganisation de la compagnie en 1985 avec la séparation de l'activité de l'assurance-transport confiée à la CAAT et la transformation en 1989 de la CAAR en société par actions et déspecialisation sectorielle. Il était aussi question de l'habilitation de la compagnie à pratiquer toutes les branches d'assurance à partir de 1995, du lancement de la bancassurance en 2009 et enfin de la création de la filiale CAARAMA, dédiée entièrement aux assurances de personnes en 2011.

R. N.

SELON LE DIRECTEUR DU CRAAG

«Il faut imposer la réglementation parasismique pour les auto-constructeurs»

Abdelkrim Yelles, directeur général du Centre de recherche en astronomie, astrophysique et géophysique (Craag) demande à ce que la réglementation parasismique soit appliquée aux auto-constructeurs. «Des mesures coercitives doivent être mises en place» préconise-t-il.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) – Selon Abdelkrim Yelles qui s'exprimait hier, sur les ondes de la Radio nationale chaîne III, l'Algérie a introduit depuis le séisme de 1981 le règlement parasismique. Une réglementation qui est, cependant, introduite uniquement dans les programmes de construction publique.

«Les grands programmes publics sont soumis à cette réglementation parasismique qui a été révisée au fur et à mesure des différentes secousses dans le but de lui apporter des améliorations», a précisé l'invité de la radio qui a souligné qu'actuellement, il ya une réactualisation de cette réglementation. «De grands efforts ont été faits pour

imposer cette réglementation depuis 1981, surtout dans les grands programmes de logement lancés par les pouvoirs public mais le séisme de Boumerdès a montré la vulnérabilité des constructions privées et c'est ces dernières qui nous posent problème», a expliqué le directeur du Craag qui demande à ce la réglementation parasismique soit imposée aux auto-constructeurs qui ne font toujours pas appel aux architectes et aux ingénieurs en génie civil. «La construction est un acte technique», rappelle-t-il.

Par ailleurs, M. Yelles a expliqué qu'entre 60 à 90 secousses telluriques sont enregistrées mensuellement au nord de l'Algérie.

«Cette activité sismique nous impose une prévention qui passe essentiellement par la construction parasismique mais aussi par un certain nombre d'actions comme l'éducation, la prévention, l'intervention, la gestion et le management des risques», a souligné l'intervenant qui appelle à une stratégie claire pour la prise en charge de la prévention. «Il faut lancer un certain

nombre d'actions et mettre en place une coordination entre l'ensemble des institutions pour pouvoir introduire la prévention dans le plan de développement durable de notre pays», a ajouté le spécialiste qui a indiqué qu'une délégation pour les risques majeurs sera bientôt installée pour mobiliser l'ensemble des institutions sur la stratégie de prévention. Selon les explications de M. Yelles, l'activité sismique est un phénomène naturel qui remonte à 80 millions d'années, suite au rapprochement des continents africain et européen. Selon lui, «nous avons deux à trois secousses faibles au quotidien, parfois nous avons des séismes modérés qui sont ressentis. Les grandes secousses vont exister, mais elles sont espacées dans le temps. Nous ne sommes pas la région indonésienne ni la région japonaise, mais nous devons intégrer ce phénomène naturel dans notre plan de développement durable et faire de la prévention au quotidien afin de réduire les risques», a-t-il préconisé.

S. A.